Gérer temporairement la **location de mes surfaces agricoles**, tout en les conservant disponibles.



« L'Etat, les collectivités et établissements publics peuvent (...) mettre à la disposition des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural agréées les immeubles qui leur appartiennent, et notamment ceux qu'ils ont acquis à l'amiable ou par expropriation, en vue de la réalisation d'opérations d'aménagement foncier ».
Article R 142-7 du Code Rural et de la Pêche Maritime

Collectivités, communes, entreprises, privés...

Vous être **propriétaire de parcelles agricoles ou à vocation agricole**, et souhaitez les entretenir, et les conserver « disponibles » en vue d'un futur projet ?

La Safer peut vous accompagner par :

- La **signature d'une Convention de Mise à Disposition** (CMD) ;
- La **mise en place de « baux précaires »** avec des exploitants agricoles.

safer Grand Est | **Foncièrement engagés, foncièrement humains.**

Gérer temporairement la **location de mes surfaces agricoles**, tout en les conservant disponibles.

Vos objectifs

En attente d'un **changement de destination** (du document d'urbanisme), dans un **secteur en cours d'aménagement ou à fort intérêt environnemental** (périmètres de captages, espaces naturels,...) vous souhaitez maintenir l'usage agricole tout en gardant la possibilité de disposer de votre propriété une fois l'aménagement ou le mode de gestion défini.

La Safer vous accompagne en proposant la mise en place de **« baux précaires »**, via une **Convention de Mise à Disposition (CMD)**.

Nos solutions

A travers cette CMD, le propriétaire confie la **gestion locative de ses parcelles agricoles à la Safer pour une durée déterminée** de 1 à 6 ans (renouvelable une fois, soit un maximum de 12 ans).

La mise en valeur agricole des biens est assumée par des exploitants agricoles choisis par la Safer dans le cadre d'un « bail Safer ». La Safer gère les relations avec l'occupant et verse une redevance annuelle à la collectivité.

A l'issue de la CMD, le **propriétaire retrouve son bien libre**. L'occupant ne peut pas revendiquer de bail.

Construire un partenariat avec la Safer

1. Je prends contact avec le(la) chargé(e) de mission Safer de mon département.

2. La Safer établit la **proposition de prestation** adaptée à mon projet.

3. Je m'engage avec la Safer, qui devient l'**opérateur de mon projet jusqu'à son aboutissement**.

Contactez-nous !

safergrandest.com

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET D'ÉTABLISSEMENT RURAL